

ASSEMBLÉE NATIONALE

8 décembre 2025

ASSURER LE DROIT DE CHAQUE ENFANT À DISPOSER D'UN AVOCAT DANS LE
CADRE D'UNE MESURE D'ASSISTANCE ÉDUCATIVE ET DE PROTECTION DE
L'ENFANCE - (N° 2191)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

N° 9

AMENDEMENT

présenté par
Mme Hadizadeh

ARTICLE 2

À l'avant-dernière phrase de l'alinéa 4, après le mot :

« service »,

insérer les mots :

« ou la personne ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à préciser que l'information relative la désignation d'un avocat par le bâtonnier est communiquée au mineur, à ses parents, le cas échéant au service au sein duquel il est déjà placé ou à la personne à laquelle le mineur a été confié, qui peut par exemple être un tiers de confiance en application de l'article 375-3 du code civil.